

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-UE-Nous-nous-moquons-de-ce-que-vous-pensez-tout-sera-reglemente-ou-plafonne-a-mort>

Alastair Crooke : UE « Nous nous moquons de ce que vous pensez : tout sera réglementé ou plafonné à mort ».

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : lundi 12 septembre 2022

Description :

Alastair Crooke : UE « Nous nous moquons de ce que vous pensez : tout sera réglementé ou plafonné à mort ». La principale faille de l'ensemble du plan européen est que l'Europe, les gros consommateurs, ayant perdu le contrôle des prix des matières premières au profit des producteurs d'énergie (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La principale faille de l'ensemble du plan européen est que l'Europe, les gros consommateurs, ayant perdu le contrôle des prix des matières premières au profit des producteurs d'énergie et de matières premières, veut maintenant, avec l'aide des États-Unis, le reprendre.

Gleichschaltung [1]

[d'être « réglementés » ou plafonnés à mort.' type="image/jpeg">](#)



Tous les autres marchés de matières premières sont sur le point d'être « réglementés » ou plafonnés à mort.

Au cas où quelqu'un, quelque part, ne l'aurait pas remarqué, l'Europe est en crise. Il y a six mois, les dirigeants européens étaient tout excités à l'idée que leurs projets de cesser d'acheter du gaz et du pétrole russes et de sanctionner absolument tout ce qui était russe allaient « faire sauter » l'économie russe et, du même coup, « éliminer » Poutine.

Avance rapide jusqu'à aujourd'hui... et ce sont « 6 entreprises sur 10 au Royaume-Uni qui risquent de fermer leurs portes à cause de la hausse des coûts de l'énergie », « un hiver froid pour l'Europe s'annonce », « dix hivers terribles à venir », « une inflation record dans la zone euro », et les options énergétiques de l'Allemagne qui s'amenuisent.

Mais réjouissez-vous : les dirigeants européens se moquent de ce que vous pensez. Allez vous faire voir ! « Nous soutiendrons l'Ukraine jusqu'au bout », préviennent-ils.

C'est tout simplement extraordinaire : l'UE ne cesse de se tirer une balle dans le pied, puis de recommencer, encore et encore. Elle a d'abord imaginé l'effondrement financier de la Russie ; elle a ensuite imaginé que l'incompétence militaire et les performances trébuchantes de la Russie permettraient à Zelensky d'humilier la Russie sur le champ de bataille. Et maintenant, au lieu de cesser de creuser son trou, l'UE propose son « plan B » : Après avoir tout sanctionné (avec des conséquences prévisibles), elle envisage maintenant de « plafonner tout », avec des conséquences négatives tout aussi prévisibles.

Vendredi dernier, les ministres des finances du G7 ont décidé de mettre en oeuvre leur plan visant à plafonner le prix des exportations de pétrole russe. Cette initiative ne remplacera pas les embargos distincts des pays du G7 sur le pétrole russe, mais sera mise en oeuvre en parallèle à € le 5 décembre pour le brut, et le 5 février 2023 pour les produits raffinés.

Ce plafonnement sera mis en oeuvre par « l'interdiction complète des services » qui permettent le transport maritime du brut et des produits pétroliers russes. Ces services - qui comprennent l'assurance maritime - ne seront autorisés que si les produits sont achetés à un prix inférieur ou égal à un prix qui sera fixé par une « *large coalition de pays* ».

Un projet qui est essentiellement l'oeuvre de la Secrétaire au Trésor des Etats-Unis d'Amérique, Janet Yellen.

Dans sa vision, le prix serait fixé au-dessus du niveau de prix dont la Russie a besoin pour équilibrer son budget national (et donc l'inciter à continuer à pomper du pétrole), mais en dessous du prix nécessaire pour maintenir la prospérité des économies occidentales - et suffisamment bas pour réduire considérablement les revenus pétroliers de la Russie, affaiblissant ainsi (on l'espère) son économie et son effort de guerre.

Le plafond théorique est indéterminé, mais on l'estime à environ 50-60 dollars. Le budget russe est basé sur un pétrole équivalent à 44 dollars - en 2022. La mise en oeuvre de ces mesures par l'UE nécessitera que les États membres acceptent à l'unanimité de modifier le sixième train de sanctions qui détaille l'embargo de l'Union sur le brut russe, notamment en ajustant l'interdiction des services d'assurance.

Même cet élément clé de l'assurance servant de « mécanisme de fonctionnement » du bouchon est discutable : La *Lloyds' de Londres* est l'un des principaux assureurs maritimes. Comment, en pratique, les compagnies d'assurance vont-elles déterminer quelles cargaisons sont transportées à quel prix initial ? Vont-elles recruter une armée d'inspecteurs ? Pourquoi ces ministres du G7 supposent-ils que seuls les services d'assurance du G7 seront engagés ? L'Inde assure déjà les cargaisons russes, tout comme la Russie et la Chine. Il est plus probable que cela signifie un transfert des services d'assurance maritime de Londres vers l'Asie - un autre avantage économique occidental perdu.

La première et la plus évidente des lacunes de ce projet est qu'il dépend de la volonté des grands importateurs de pétrole russe, dont l'Inde et la Chine, d'y adhérer. Et les deux pays ont dit « non ». La Russie a prévenu qu'elle cesserait tout simplement ses exportations vers tout État participant au programme.

Puis, quelques jours après que l'UE a menacé les négociants en matières premières d'organiser une « intervention d'urgence » pour écraser les prix de l'énergie, Gazprom a annoncé (par pur hasard ?) qu'elle allait « arrêter complètement » tout le transit du Nord Stream 1 en raison d'une « fuite de pétrole ».

La nouvelle a fait plonger les marchés boursiers mondiaux et a menacé de faire remonter les prix du gaz et de l'électricité en Europe à des sommets historiques. Elle a également forcé la Suède à suivre l'Autriche et l'Allemagne en renflouant leurs entreprises énergétiques à hauteur de milliards d'euros.

Dimanche, tard dans la journée, l'Union européenne (qui a « travaillé sans relâche tout le week-end ») a proposé des « interventions historiques » sur le marché de l'énergie, notamment un prélèvement sur les bénéfices excessifs des compagnies d'électricité et d'énergie : Des plafonds pour le prix du gaz à la suspension des transactions sur les produits dérivés de l'électricité, l'Union Européenne s'efforce de répondre aux derniers développements de la crise qui s'aggrave.

En un mot, tous les autres marchés de matières premières sont sur le point d'être « réglementés » ou plafonnés à mort.

Le principal défaut de toute cette construction est que l'Europe, les grands consommateurs, ayant perdu le contrôle des prix des matières premières au profit des producteurs d'énergie et de matières premières, veut maintenant, avec l'aide des États-Unis, le reprendre. Et personne, en dehors de l'Occident, ne le souhaite. L'OPEP+ ne le souhaite certainement pas. En effet, l'OPEP+ est en train de réduire la production, ce qui fera grimper les prix. Les producteurs souhaitent naturellement des prix élevés. Ils n'ont pas envie de « punir » la Russie au détriment de leurs revenus.

Quant à l'Inde et à la Chine, elles sont tout à fait satisfaites d'acheter du pétrole russe à prix réduit (du gaz liquéfié dans le cas de la Chine) et, après l'avoir « transformé », de le revendre aux Européens avec un bénéfice appréciable. Aucun des deux États n'a intérêt à contrarier Moscou inutilement - ils ne sont pas fans de l'interventionnisme occidental « fondé sur des règles ».

L'intervention prévue par l'UE « devrait être conçue de manière à éviter une augmentation de la consommation de gaz ou à compromettre les efforts visant à réduire la demande de gaz. Elle devrait être simple à mettre en oeuvre et à coordonner dans l'ensemble de l'Union et être compatible avec les objectifs climatiques de l'Union », a déclaré la présidence de l'UE dans le projet de document.

'Simple à mettre en oeuvre' ? C'est là que les rires fusent : Pourquoi ? Parce que, comme l'a écrit *Goldman Sachs* vendredi, rien de ce que fait l'Europe n'entraînera une baisse des prix, et au contraire, les prix augmenteront considérablement, ce qui suggère que les plans « historiques » de l'Europe fonctionnent en théorie, mais s'effondrent en pratique.

[Alastair Crooke*](#) pour [Al Mayadeen](#)

Original : « [Gleichschaltung : 'We don't care what you think : Everything will be regulated or capped to death'](#) »

[Al Mayadeen](#). Beyrouth, le 11 Septembre 2022

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6 (MI6)* » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 12 septembre 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org

[1] Mise au pas